

TAM TAM n°0

Journal satirique de la section RGF de la CGT

PRENONS LA PAROLE !

Depuis une dizaine d'années, la fonction publique est devenue la cible de tous les gouvernements qui se sont succédé.

Le discours d'aujourd'hui c'est de vouloir faire des « économies ». Il faut que les dépenses publiques soient maîtrisées donc surveillées et de ce fait toute action de l'Etat doit devenir « rentable ». C'est ce type de raisonnement imbécile qui conduit la trésorerie des non-résidents à déménager hors de Paris rendant ainsi impossible à un contribuable concerné de s'y rendre. Même chose pour les regroupements de postes, où la disparition de trésoreries pose un problème aux contribuables les plus fragiles. Le service public qui devrait être en priorité au service des plus démunis, devient de plus en plus lointain pour eux.

Actuellement, chacun peut avoir l'impression que ce qui lui arrive est unique et on peut avoir le sentiment rapide de se retrouver isolé. C'est pour contribuer à rompre cet isolement que ce journal existe. En se tenant informé sur ce qui se passe concrètement dans un poste ou un service, on pourra ainsi voir ce qui se passe chez soi et comprendre qu'il s'agit bien d'un plan d'attaque d'ensemble visant chacun d'entre nous.

Alors amis lecteurs si vous souhaitez y participer, n'hésitez pas, vous pouvez nous écrire par courrier ou par mail ou nous téléphoner, vos articles ou informations seront les bienvenues.

Les fausses notes de Bercy dénoncées par le Canard

Le Canard Enchaîné dénonce la nouvelle mouture de la notation concernant les fonctionnaires. Nous n'allons évidemment pas revenir sur ce nouveau système car chacun d'entre nous l'a déjà subi et a compris que la nouvelle notation introduisait surtout une bonne dose d'injustice. Avant on était un peu récompensé grâce à l'ancienneté, maintenant il faut plaire et encore si le chef bénéficie d'un quota de mois suffisant.

Le Canard s'empare de l'affaire car le nombre de recours sur les notations est des plus importants : Environ 4 000 mécontents sur les 77 000 agents de la DGI. Sur la DGCP, on ne connaît pas le nombre car la direction s'est montrée des plus discrètes à ce sujet.

En fait, à Bercy c'est l'inquiétude. Thierry Breton a commandé un audit à l'Inspection des finances. Il lui faut encore combien de recours pour comprendre que cette réforme ne passe pas ?

Le service public en exil pour les exilés

Ce sera fait dès juin 2006, la trésorerie des non-résidents prendra ses quartiers à Noisy. On peut s'interroger sur une telle opportunité. Certes, les N-R ne recevaient guère de contribuables mais pourtant cela arrivait. Alors éloigner la trésorerie de Paris, n'est-ce pas encore la rendre plus infructueuse ?

En tout cas, pour les principaux concernés c'est-à-dire les non-résidents, le service public se sera... en Seine-Saint-Denis à Noisy. Pour eux, ce ne sera pas « Bercy en mouvement » mais « Bercy en éloignement ».

Après l'automobile, l'agent mobile...

Aujourd'hui, à la RGF on assiste à un véritable jeu de chaises musicales : certains collègues descendent du 6^{ième} au premier étage, d'autres montent, ou changent de bureau dans le même étage. Et quelques-uns ont même cru ne pas retrouver de bureau ! De nouveaux services voient le jour, d'autres arrivent comme ceux de la redevance. En tout cas cela agace aussi bien les déménagés que les services qui doivent dans la précipitation organiser ce remue-ménage.

Demain, si votre bureau a disparu, ce n'est pas grave, vous êtes mobiles !

Copie privée

En fait, derrière l'agitation des déménagements s'ébauche un bon moyen de montrer à tous que la maison n'est pas immuable et que chacun peut du jour au lendemain déménager au gré des intérêts du moment. C'est une recette assez vieille et par ailleurs beaucoup utilisée dans le privé où avant de licencier, les patrons commencent à restructurer, histoire de conditionner leurs employés.

Dans Orangina on agite pour mélanger la pulpe. Dans les entreprises l'agitation permet d'inquiéter, de démoraliser, de restructurer à la va-vite. Encore une fois, la Direction adopte les pires manières du secteur privé.

Détruire ou construire, telle est la question

Pourtant prévue, redoutée, rien n'a pu l'empêcher dans le 18^{ème} la PPE a été une véritable mise à l'épreuve : une queue sans précédent de contribuables due à l'exiguïté des locaux.

En fait, la conception de cette nouvelle trésorerie n'a pas été pensée : peu

d'espace au niveau des caisses, peu ou pas d'accueil, et même bravo pour la sécurité, le public peut accéder aux étages.

25 m² d'accueil pour 198 000 habitants, c'est sûrement la nouvelle norme ISO 9002 dont la Direction est si fière...

Les nouveaux îlotiers de Bouvines

De nouvelles fonctions sont attribuées à l'accueil du site Bouvines. Les agents ne sont plus là seulement pour informer, encaisser ou verser de l'argent mais aussi pour enquêter et même faire arrêter. Les nouvelles consignes sont claires dès qu'une fausse pièce d'identité est détectée, les agents doivent retenir la personne en attendant la police.

Cela doit être la Sarkozy touch !!!

La tentation des mots de passe

Comme tous les étés, les postes ont eu leur lot de vacataires, et comme chaque année, la tentation a été grande pour le chef de poste de vouloir exploiter nos collègues saisonniers. Ainsi, certains comptables ont demandé à leurs agents de donner aux vacataires leur mot de passe de messagerie pour travailler sur certaines applications.

Pourtant, les règles de traçabilité sont très claires, un agent est propriétaire de sa connexion. Si le chef de poste le souhaite, qu'il donne ses propres mots de passe, cela devrait le calmer dans sa frénésie de partage...

Montreuil pas chic

Tous les agents du DI de Montreuil (à peu près une centaine) sont cordialement invités au pot de départ de leur chef... à la RGF Réaumur? !! Cette délocalisation a été nécessaire puisque visiblement, le receveur ne souhaite vraiment pas mettre les pieds dans le 93 (prononcez neuf trois).

Pour tout contact :

Local 120 sur le site Réaumur (94, rue Réaumur 75002

cgt.750@cp.finances.gouv.fr

Tél : 01 55 80 66 41

Fax : 01 55 80 66 29